

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Journée de la Cémac : le capital humain pour relever le défi de la transformation structurelle des économies

G.R.M  
Libreville/Gabon

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) a commémoré hier la 14e édition de la Journée dédiée à leur organe commun sous le thème : "Valoriser le capital humain pour une Cémac émergente". Si des manifestations ont été organisées dans chacun des cinq pays membres, le président en exercice de la Conférence des chefs d'État de la sous-région, le Camerounais Paul Biya, a prononcé un discours dans lequel il a souligné "notre quête constante d'un idéal communautaire autour du vivre-ensemble". Au-delà, l'évènement est tou-

jours l'occasion de marquer un temps d'arrêt et de dresser un bilan, afin d'envisager les perspectives des actions communes en faveur d'un développement économique et social inclusif. La zone Cémac n'a pas été épargnée par un certain nombre de chocs. D'abord la pandémie de Covid-19 et, actuellement, la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine. "Ces chocs ont compromis les efforts de relance économique entrepris par nos États. Toutefois, ils poursuivent résolument la mise en œuvre des différentes réformes économiques et financières qu'ils ont adoptées, avec un accent sur la maîtrise de l'inflation et la diversification économique", a indiqué le chef de l'État camerounais.

Non sans se féliciter, au nom de ses pairs, des efforts de consolidation budgétaire qui produisent des résultats appréciables. "Les leçons tirées des nombreuses contraintes économiques et financières qui s'imposent à notre sous-région ces dernières années, nous invitent à relever le défi de la transformation structurelle de nos économies. Cette démarche urgente et importante pourra nous permettre de réduire substantiellement le déficit de notre balance commerciale et notre exposition aux chocs extérieurs. La politique d'import-substitution est une bonne option pour l'atteinte de ces objectifs", a-t-il dit. Partageant la vision de ses homologues, Paul Biya est revenu, dans son adresse, sur l'importance pour la sous-région de disposer de ressources humaines bien formées dans diverses disciplines et adaptées aux besoins du marché de l'emploi et du développement.



Photo: DR

Paul Biya, président en exercice de la Conférence des chefs d'État de la Cémac.

Ceci explique sans doute le choix du thème de la présente édition. Lequel thème interpelle l'ensemble des acteurs, au regard des multiples menaces socio-économiques qui pèsent sur nos États. En considérant que l'émergence la sous-région dépendra de la mobilisation collective.

"Relevons que le capital humain constitue un point d'ancrage de la 2e phase (2021-2025) de notre Programme de réformes économiques et financières de la Cémac (Pref-Cémac), en cours d'exécution", a ajouté le président en exercice de la Conférence des chefs d'État de la Cémac.

## Protéger le consommateur et réguler le marché

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

À l'occasion de la Journée de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), célébrée le 16 mars de chaque année, la faculté de Droit et des Sciences économiques (FDSE) de l'Université Omar-Bongo (UOB) de Libreville organise, depuis hier, l'acte IV de son colloque international dédié à cet évènement. Cette rencontre d'hommes de sciences se fait en collaboration avec la Commission de la Cémac.



Photo: DR

Les chercheurs se sont penchés sur la thématique de cette année.

membres ; la réglementation nationale en matière de concurrence mise en miroir avec la réglementation de la régulation ; les aspects institutionnels et leur effectivité, le développement jurisprudentiel, etc.

"Nous portons notre réflexion sur un thème d'actualité, qui est un thème pluridisciplinaire qui permet de convoquer toutes les appartenances disciplinaires liées à la protection des consommateurs et à la régulation du marché par la concurrence", a indiqué le Pr Jean-Claude James, doyen de la FDSE et directeur du Centre d'études et de recherche en droits et institutions politiques. Le colloque est prévu pour s'achever aujourd'hui.

## Conseil des ministres de l'UEAC : des points d'achoppement sur la réforme du FCFA

G.R.M  
Libreville/Gabon

La 39e session du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), a tenu le 15 mars 2023 à Yaoundé au Cameroun, au siège de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Une réunion qui a "duré une éternité". Au point que les journalistes, qui espéraient arracher aux participants des informations sur leurs travaux, en sont venus à se décourager.



Photo: DR

Une vue partielle des ministres de l'UEAC, aux côtés du président de la commission de la Cémac.

Si rien n'a fuit de ce côté-là, l'on apprend qu'un point fondamental à l'ordre du jour a divisé les ministres en charge de l'Économie et de l'Intégration. Il s'agit de la réforme de la monnaie commune, le franc CFA. Alors que certains auraient effectivement plaidé pour le changement de son nom, d'autres se seraient plutôt prononcés pour le maintien en l'état de cette monnaie commune aux cinq pays membres de la Communauté économique et monétaire des

États de l'Afrique centrale (Cémac). Évidemment, l'on n'aura pas, pour l'instant, assez de détails sur cette question.

Désormais, ce sera à la Conférence des chefs d'État, qui se réunit ce vendredi, de se prononcer sur cette réforme voulue par une majorité des populations de la Cémac. À défaut de l'abandonner complètement. L'objectif de la 39e session du Conseil des ministres de l'UEAC était justement d'examiner et de préparer les dossiers qui seront soumis à la décision de la haute

instance précitée. La réflexion sur le franc CFA en zone Cémac faisait partie de ces points cruciaux.

Voilà maintenant plusieurs années que le FCFA fait l'objet des récriminations. Dans les pays d'Afrique centrale et de l'ouest où il est utilisé, l'on a de cesse d'appeler à réformer cette monnaie que nombreux considèrent comme un impôt colonial. Ceci en évoquant 50 % des réserves desdits États qui seraient déposées au Trésor français, et en soulevant la question de la souveraineté de nos pays.